

# Des partis, des ambitions. Et les idées ?

**Des candidatures pour les prochaines présidentielles, prévues en avril 2014, se déclarent d'Algérie, de France et même de Suisse. A croire que la démocratie algérienne est transfrontalière.**

Autre curiosité, ces candidats ne sont affiliés à aucun parti dont le nombre est pourtant excessif. Une grande nouveauté : à l'exception d'Ahmed Benbitour, les postulants déclarés sont binationaux. L'importation des présidents est-elle à l'ordre du jour ? Ou bien se crée sournoisement un mouvement : présidents sans frontières et accessoirement sans parti ? Le paysage politique est appelé à changer quel que soit l'heureux élu de 2014.

Dans le sillage des premiers soubresauts des printemps arabes, comme réaction ou contremesure, le Président, Abdelaziz Bouteflika, dans son discours du 15 avril 2011, annonce : « Il sera procédé à une profonde révision de la loi électorale. Cette révision doit répondre à l'aspiration de nos concitoyens à exercer leur droit électoral dans les meilleures conditions, empreintes de démocratie et de transparence, afin de choisir leurs représentants dans les assemblées élues. » Dans la foulée est proclamée une nouvelle révision constitutionnelle. Une lecture trop rapide et trop

conciliante de ce discours peut esquisser une comparaison avec le fameux : « Je vous ai compris. »

Difficile de ne pas dresser un parallèle avec le discours de Chadli du 10 octobre 1988, qui plusieurs centaines de morts plus tard, sur un ton solennel, annonce une révision de la Constitution qui jalonnait le chemin du multipartisme. En réalité, ces discours peuvent se résumer en : « Vous n'avez rien compris. » Mais qui cherche vraiment à comprendre pourquoi des pauvres vivent dans un pays riche ? Pourquoi les partis politiques remplacent des ambitions personnelles par des idées ? Les réponses sont trop claires pour nécessiter une profonde réflexion. Reste à savoir comment endiguer les causes profondes de cet immobilisme politique.

Les partis soutiennent l'action présidentielle quand ils ne lui servent pas d'alibi. De ce fait, les dirigeants en l'absence d'un marché politique ouvert, ne sont point sanctionnés par les urnes. Même un ministre peut faire une brillante carrière sans être obligé de croiser un électeur potentiel.

Le FLN de l'indépendance est devenu le parti du pouvoir sans l'exercer véritablement.

Les nouveaux partis post-Octobre 1988 ou post-printemps arabe sont loin d'être des partis de contre-pouvoir. Attardons-nous sur ce paysage politique où pullulent des partis autant que les champignons de septembre.

Plus d'une soixantaine de partis encombrant l'espace politique. Pour certains, leurs fondateurs

souvent à la recherche d'une notoriété perdue ou à construire, se contentent de faire figurer leurs noms sur le récépissé de la demande d'agrément, document représentant l'acte de naissance du parti.

L'autre effort fourni par les fondateurs de partis, est de trouver un anagramme. Il suffit alors de laisser traîner des mots ou des qualificatifs comme : démocratie, nationale, algérien, république... à l'instar des « start-up » de l'internet qui se dotent des inévitables « point com » ou les célèbres « www » à leur raison sociale.

Qui se souvient du MPR, Mouvement pour la République ? Initié par Saïd Sadi, alors président du RCD, lors des états généraux des patriotes républicains tenus le 10 novembre 1993, le MPR est très vite rebaptisé par l'humour algérois en un Mouvement Pour Rien.

Nombreux sont les partis à connaître une croissance accélérée voire contrenature à l'image des poulets élevés aux hormones. Pour rappel, en argot poulet désigne un policier. Qu'en est-il alors pour le MPA, Mouvement populaire algérien, ou encore pour le TAJ, Tajamou Amel Jazaïr ? Parmi la trentaine des partis agréés après le printemps arabe, ces deux partis, MPA et TAJ, sont les seuls à être dirigés par des ministres en fonction. Le premier en affichant sa plus grande priorité, en l'occurrence la construction d'un Etat de droit, reconnaît involontairement que la justice ne prévaut pas vraiment dans l'Etat algé-

rien. Ce qui n'a pas empêché son leader, Amara Benyounès, de déclarer que le chef de ce même Etat, Bouteflika, est : « Le seul capable de garantir la démocratie dans notre pays. » Il s'est clairement prononcé en faveur d'un quatrième mandat, certes avant les épisodes du Val-de-Grâce et des Invalides. Alors que le parti TAJ, fondé par Amar Ghoul, a, comme couronnement de sa grande œuvre, déroulé le bitume d'un bout à l'autre du pays. S'ouvre alors une autoroute pour ses ambitions.

Transfuge du MSP, parti islamiste mais domestiqué, Amar Ghoul se laisse entraîner par une curieuse inflation du langage. Selon lui, le TAJ suit la trace du FLN, version 1<sup>er</sup> Novembre 1954 : « (ce FLN) avait rassemblé l'ensemble des courants nationalistes en vue de la guerre d'indépendance. Nous voulons agglomérer tous les courants de pensée qui traversent la société en vue de la réalisation d'un seul objectif : faire de l'Algérie un pays prospère et leader », a-t-il déclaré le 21 septembre 2012, lors du congrès inaugural.

Hormis le fait qu'ils soient ministres dans le même gouvernement, ces deux leaders de ces toutes jeunes formations politiques ont d'autres points communs : ils sont jeunes, titulaires de doctorats délivrés par des universités étrangères.

A défaut d'être binationaux, ils sont biculturels. Aussi, ils sont, tous les deux avec Bouteflika « friendly ». Finalement à quoi servent les partis politiques ? Ils n'ont

Par Naoufel Brahimi El Mili



certes pas le même poids mais constatons, qu'après la victoire massive du FLN aux dernières législatives, le Premier ministre désigné n'est adhérent à aucun parti. Peut-être était-il encarté d'office au parti unique à l'époque où il était chef de daïra ? C'est peu. Toutefois, dans un système politique figé, le FLN reste la valeur refuge.

La majorité des électeurs réels ont voté pour le parti du 1<sup>er</sup> Novembre depuis cinquante ans. Les abstentionnistes que l'on imagine majoritaires, n'ont fait que donner la victoire au candidat adoubé par le FLN. Ce dernier reste un grand électeur.

En attendant 2014, les politiques se mettent au garde-à-vous devant les jeunes loups du pouvoir dont certains risquent, peut-être, la garde à vue.

N. B. E.M.

**HACHEMI CHERIF !**

## Ton message a été entendu jusqu'au bord du Nil !

**Tu nous as quittés il y a huit ans, à la fleur de l'âge ! C'était le 2 août 2005. Tu venais de livrer ton dernier combat à l'âge de 66 ans.**

S'il y a bien un trait de génie à te reconnaître cher camarade Hachemi Cherif, c'est celui d'avoir eu l'intuition de saisir très tôt ce qu'est l'islamisme politique, de l'avoir identifié d'emblée comme un mouvement fasciste à placer au rang de premier ennemi avant de le cerner sérieusement et de le mettre à nu par tes nombreuses contributions. Tu aimais nous le rappeler : l'islamisme est un cancer dont les métastases sont fulgurantes. C'est pourquoi, sans lésiner, le seul remède est l'éradication !

Tes analyses, à contre-courant de celles qui étaient en vogue dans les années 90, étaient accueillies par une moue très significative : alors que tu décrivais le monstre tel qu'il était, sans fard et sans concession, d'aucuns pensaient que tu versais dans l'alarmisme et le pessimisme. Aujourd'hui, aucun pays de culture musulmane n'en est épargné et sa menace se fait sentir y compris en Europe et en Amérique

Dans ton livre, *Modernité : enjeux en jeu*, paru en 1993, tu

écrivais avec beaucoup de lucidité en anticipant sur les événements :

L'intégrisme est totalitaire en ce qu'il propose une conception non seulement globalisante du monde et de la société, mais une conception totalement hermétique. Il tend, par ses effets structurants, à intégrer toute la société dans sa conception, à l'y soumettre entièrement, à la soumettre à son moule. Il veut changer la société.

Non seulement, il s'interdit tout emprunt, mais il tend à diaboliser et empêcher tout emprunt extérieur à lui considéré comme « intrusion ».

Et de rajouter, animé de la radicalité qui a toujours exalté ta vision politique : Ce n'est pas la question du pouvoir qui est fondamentalement ni principalement en jeu, mais la question de l'Etat, de son contenu et sa forme.

Ainsi, les enjeux étaient clairement mis en évidence et les questions essentielles posées : ne pas s'attaquer à la surface des choses en se cantonnant au changement des hommes qui sont aux manettes du pouvoir mais refonder l'ETAT et ses institutions pour les inscrire dans une perspective moderniste et permettre à la société algérienne de s'ouvrir aux valeurs universelles.

La formule qui t'a permis de définir la nature de l'Etat algérien

est particulièrement percutante :

L'Etat pour être démocratique doit être laïque et pour être laïque il doit être démocratique.

Conséquent avec toi-même, tu as été de ceux qui ont appelé à ne pas cautionner « l'enterrement de l'Algérie », c'est-à-dire les législatives suicidaires de décembre 1991 et à exiger l'arrêt du processus électoral.

Ton éclairage a eu un très grand écho dans « la famille qui avance ». L'attitude républicaine de l'ANP a arrêté net l'ascension météorique du FIS et permis de sauver une Algérie tenue en joue par le terrorisme islamiste.

Je sais que tu aurais applaudi des deux mains pour apporter ton soutien à l'Égypte, à son peuple et à son armée en lutte contre la dictature et la barbarie des Frères musulmans. Repose en paix camarade ! Ton message a été entendu jusqu'au bord du Nil !

Malheureusement, en Algérie le système continue d'ignorer et de mépriser le peuple et ne tire aucune leçon des épreuves passées.

Complice des islamistes, il barre la voie à toute velléité démocratique mais ne se rend pas compte qu'il est en train de réunir tous les ingrédients à la déflagration du pays.

Amère comme le chemin de l'exil, la jeunesse est jetée sur les voies de l'incertitude. Ce peuple



qui eut le privilège d'étendre l'aura de son pays jusqu'à des limites insoupçonnées doit-il, encore une fois, rater sa chance de vivre pleinement son siècle ? L'Algérie a trop donné pour rester piégée dans les nasses d'un système qui n'en finit pas d'agoniser.

Par ton courage et la pertinence de tes analyses, tu as su ouvrir les portes de l'avenir en renversant les murs du passé. Tu le savais mieux que quiconque : quand les religions s'installent dans l'espace public et se soumettent aux caprices des hommes, elles entraînent la mort

de la culture et de la civilisation. C'est la raison pour laquelle, tu as milité toute ta vie pour une Algérie de citoyens armés d'une conscience claire soudés par l'intérêt suprême, en un mot pour une République laïque. Hachemi, tu n'avais qu'un rêve : semer la lumière dans les yeux du peuple.

La mort a replié ses ailes sur tes yeux mais tu demeureras à vie la sentinelle de notre Révolution !

Une gerbe de fleurs sera déposée en ton hommage ce vendredi 2 août 2013 à 11 heures au cimetière de Miramar.

**Le Bureau National du PLD**